

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2023- 80
du 31 MARS 2023

mettant en demeure la société mécanique automobile de l'est (SMAE) de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié l'autorisant à exploiter un ensemble de fabrication de boîtes de vitesses d'automobiles à Metz-Borny

Le préfet de la Moselle,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8-I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 autorisant la société SMAE à exploiter les installations sises sur le territoire de la commune de Metz ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) du 7 mars 2023 suite à la visite d'inspection du 9 février 2023 sur le site SMAE à Metz-Borny ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 21 mars 2023 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet de mise en demeure dans le délai imparti ;

Considérant que l'article 8 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé dispose "*La chaudière n°2 est exclusivement utilisée comme chaudière de secours en cas de défaillance de la chaudière principale. Les chaudières n°1 et n°2 ne peuvent pas fonctionner simultanément. Pour ce faire, l'exploitant met en place un inter-verrouillage électrique des brûleurs et un inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz.*"

Considérant que l'inspection a constaté, lors de la visite du 9 février 2023, l'absence d'inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz ;

Considérant en conséquence que la société SMAE ne respecte pas entièrement les dispositions de l'article 8 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé ;

Considérant que le non-respect de cette prescription est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1

La société mécanique automobile de l'est (SMAE) dont le siège social est situé pôle industriel Trémery-Metz – site de Trémery – BP 10084 – 57301 Hagondange cedex 01, est mise en demeure de mettre en place, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz des chaudières n°1 et n°2, pour ses installations situées 91, boulevard de la solidarité à Metz.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SMAE.

Une copie du présent arrêté est transmise pour information au maire de Metz.

A Metz, le **31 MARS 2023**

pour le préfet,
le secrétaire général,


Richard Smith

Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.